

Au moins deux personnes tuées et trois autres blessées à Bujumbura

PANA, 01 septembre 2015 Bujumbura, Burundi - Au moins deux personnes ont été tuées et trois autres blessées dans une attaque armée qui a été perpétrée par un groupe d'individus non encore connus, dans la nuit de dimanche à lundi à Musaga, un quartier résidentiel du Sud de Bujumbura, la capitale du pays et l'un des principaux foyers du mouvement de contestation encore actif du troisième mandat d'ajournement consommé de la tête du pays du chef de l'Etat sortant Pierre Nkurunziza, apprend-on de sources proches des résidents.

L'attaque a été perpétrée par au moins quatre individus, dont trois en tenues militaires, selon les mêmes sources, qui se plaignent d'une certaine confusion sécuritaire dans leur quartier à chaque tombée de la nuit. La Police reste également aux aguets et a fait son retour remarqué, lundi, dans quatre quartiers de la ville de Bujumbura à la recherche des armes encore détenues illégalement par des civils et qui continuent à alimenter une insécurité résiduelle après les violences de masse de ces quatre derniers mois du mouvement de contestation du mandat présidentiel. On ignore pour le moment si des armes ont été réellement saisies dans les quartiers contestataires de Musaga, Jabe, Cibitoke, Mutakura et Kinama, situés au sud, au centre et au nord de la capitale où la Police disait poursuivre encore les opérations de fouille-perquisition à la mi-journée de lundi, avant d'en donner plus tard les bilans exacts. La Police passe à la vitesse supérieure après quelques semaines d'accalmie dans les opérations systématiques de fouille-perquisition suivies d'arrestation de suspects et au lendemain d'une instruction du chef de l'Etat burundais, qui lui a donné deux mois pour avoir désarmé et mis hors d'état de nuire tous les groupes armés, surtout ceux qui vivaient encore dans la capitale politique et économique du pays où la psychose à l'insécurité reste grande et empêche le retour à la vie socio-économique normale. Aujourd'hui encore, rares sont les nuits à Bujumbura qui passent sans entendre des tirs croisés aux armes automatiques et des explosions de grenades dans des accrochages entre la Police et des individus armés non encore clairement connus. L'autre fait inquiétant pour les habitants de la capitale et quant aux violences de masse de ces quatre derniers mois liées au troisième mandat présidentiel controversé des assassinats ciblés et insidieux à mobile politique depuis début août. Les organisations des défenseurs des droits humains font état d'une centaine de personnes qui ont laissé leurs vies dans les manifestations de rue à Bujumbura qui avaient débuté avec la fin du mois d'avril dernier et duré six semaines. La Commission nationale indépendante des droits de l'Homme (CNIDH), quant à elle, a rendu public récemment un rapport enquêté qui faisait état d'au moins 14 personnes tuées dans des actes d'assassinats ciblés, depuis le 2 août dernier. Parmi les victimes de ces assassinats figurent de hautes personnalités civiles et militaires connues, comme un général de l'armée nationale, Adolphe Nshimirimana, qui a été fauché à la roquette le 2 août dernier à Bujumbura. Un colonel à la retraite et ancien chef de major de l'armée, Jean Bikomangu, figure encore parmi les victimes les plus connues de ces assassinats ciblés aujourd'hui encore non élucidés. Un activiste très connu des droits de l'Homme au Burundi, Pierre Claver Mbonin, quant à lui, a été chappé de justesse à l'assassinat le 3 août dernier à Bujumbura et se trouve en convalescence à Bruxelles, en Belgique. Aujourd'hui encore, les réseaux sociaux, qui sont devenus le principal canal de communication depuis la destruction des médias audiovisuels privés indépendants, bruissent de rumeurs au quotidien de préparatifs d'attaques contre le pouvoir par des groupes rebelles qui ont germé à l'ombre de la crise socio-politique sans précédent du moment au Burundi. Les rumeurs sont renforcées par une tentative avortée de putsch de quelques hauts gradés de l'Armée et de la Police nationales dont certains se sont évanouis dans la nature avant de refaire surface, le mois dernier par le Nord du pays pour revendiquer une attaque armée et certains attentats passés à la grenade en ville de Bujumbura. L'opposition politique de l'intérieur et de l'extérieur ne désarme pas non plus et s'est constituée, le 27 août dernier, en un Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha et la restauration de l'Etat de droit (CNARED) à «tous les moyens». Des organisations de la Société civile les plus représentatives et qui avaient été actives dans le mouvement de contestation du troisième mandat présidentiel ont fait dernièrement leur allégeance au CNARED qui ne comprend pas non plus reconnaître les résultats électoraux, de ces derniers mois et appellent à la reprise des élections sur des bases plus inclusives, transparentes, démocratiques, apaisées et crédibles.